

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**Séance du 16 décembre 2020****Objet n° 14** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksak, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, MM. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mmes Sophie Querton, Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, MM. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mmes Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, M. Youssef Hammouti, Mmes Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Mamadou Bah, Conseillers communaux; M. Kevin LIKAJ, conseiller communal; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: MM. Taoufik Ben addi, Elyass EL YAKOUBI, Conseillers communaux.

**#Objet : Règlement redevance sur les marchés, brocantes, foires, braderies et autres activités ambulantes - Exercices 2021 à 2024 – Modification - Approbation #**

## LE CONSEIL COMMUNAL

*Décidé, par 31 voix contre 7 et 7 abstention(s).*

Vu la Constitution et notamment les articles 41, 162 et 173 ;

Vu la Nouvelle Loi Communale et notamment les articles 117 et 137bis ;

Vu le règlement communal relatif à l'exercice et l'organisation des activités ambulantes sur les marchés publics adopté par le Conseil Communal en séance du 25 janvier 2017 ;

Revu sa délibération du 25 mars 2020 votant le règlement-redevance sur les marchés, brocantes, foires, braderies et autres activités ambulantes pour un terme expirant le 31 décembre 2024 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Vu la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC lequel impose aux Communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Vu la nécessité pour la commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité, la sécurité et la propreté publiques ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie.

Considérant que les charges financières inhérentes à ces activités - notamment celles liées à la gestion administrative, au contrôle de l'application des lois et règlements et au nettoyage des aires de marchés représentent un débours important pour l'autorité communale ;

Considérant que, à cette fin, les redevances Schaerbeekaises doivent être plus ou moins identiques à celles applicables dans les autres communes de la Région de Bruxelles-Capitale ayant le même profil socio-économique ; qu'il convient de réduire graduellement la différence entre les droits de places sur les marchés hebdomadaires ;

Considérant que les règlements précédents stipulaient que les frais éventuels d'électricité seront directement mis à la charge des commerçants ambulants ou des forains, mais que cela était difficile à réaliser en pratique sur les marchés, il va de soi que moyennant une redevance forfaitaire, en fonction de la catégorie d'utilisateur, ce coût considérable pour la commune est récupéré ;

Considérant qu'il s'impose de faire participer les demandeurs de service aux charges générées ;

Considérant le fait de promouvoir le paiement anticipatif lors d'une brocante, il convient d'appliquer un tarif avantageux ;

Considérant l'objectif de faire participer le riverain à la vie sociale et culturelle, il est nécessaire de lui offrir un tarif attractif lors d'une brocante ;

Considérant que les montants des redevances sont proportionnels au coût du service rendu ;

Considérant que le site internet de la commune de Schaerbeek veut être un outil d'information et de communication des services proposés par la commune à destination de toute personne intéressée, à titre privé ou professionnel, un Espace Personnel a été mis en place par le biais duquel le citoyen pourra effectuer un maximum de démarches en ligne.

Vu, pour le surplus, le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 8 décembre 2020 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

**Article 1**

Tout commerçant ambulant autorisé à occuper un emplacement sur un marché public d'approvisionnement se verra réclamer, au 1er janvier 2021, une redevance de :

1. 58,77€ par mètre courant et par trimestre, lorsqu'il s'agit d'un commerçant ambulant abonné à un marché hebdomadaire (**TAUX 1**). Cette redevance fait l'objet d'une facturation trimestrielle anticipative et doit être payée au plus tard un mois avant l'entame du trimestre concerné.
2. 4,90€ par mètre courant et par jour de fréquentation de marché, lorsqu'il s'agit d'un commerçant ambulant participant occasionnellement à un marché hebdomadaire ou journalier (**TAUX 2**)

Ces taux seront majorés au 1er janvier de l'année suivante de 6%, conformément au tableau ci-dessous:

	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024
[Taux 1]	62,29 €	66,03 €	69,99 €
[Taux 2]	5,19 €	5,50 €	5,83 €

Tout commerçant ambulant autorisé à occuper un emplacement à l'occasion d'un marché annuel se verra réclamer, une redevance de :

1. 7,28€ par mètre courant (TAUX 3).

Le commerçant ambulant faisant usage des infrastructures communales relatives à l'électricité se verra réclamer, au 1er janvier 2021, une redevance forfaitaire de :

1. 24,97€ par trimestre et par marché pour les petits consommateurs (éclairage, balance,...), lorsqu'il s'agit d'un commerçant ambulant abonné à un marché hebdomadaire (TAUX 4) par paiement anticipatif au moment de la facturation trimestrielle ;
2. 49,94€ par trimestre et par marché pour les gros consommateurs (comptoir frigorifique, réfrigérateur, rôtissoire,...), lorsqu'il s'agit d'un commerçant ambulant abonné à un marché hebdomadaire (TAUX 5) par paiement anticipatif au moment de la facturation trimestrielle ;
3. 2,08€ par jour et par marché pour les petits consommateurs (éclairage, balance,...), lorsqu'il s'agit d'un commerçant ambulant participant occasionnellement à un marché hebdomadaire ou journalier ou annuel (TAUX 6) ;
4. 4,16€ par jour et par marché pour les gros consommateurs (comptoir frigorifique, réfrigérateur, rôtissoire,...), lorsqu'il s'agit d'un commerçant ambulant participant occasionnellement à un marché hebdomadaire ou journalier ou annuel (TAUX 7) ;

Ces taux seront majorés au 1er janvier de l'année suivante de 2%, conformément au tableau ci-dessous:

	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024
[Taux 3]	7,43 €	7,58 €	7,73 €
[Taux 4]	25,47 €	25,98 €	26,50 €
[Taux 5]	50,94 €	51,96 €	53,00 €
[Taux 6]	2,12 €	2,16 €	2,21 €
[Taux 7]	4,24 €	4,33 €	4,42 €

Les redevances reprises aux taux 2, 3, 6 et 7 sont acquittées par paiement électronique, à l'attribution de l'emplacement.

#### **Article 2**

Tout particulier participant à une brocante, c'est-à-dire à une vente occasionnelle de biens faisant partie de son patrimoine, se verra réclamer au 1<sup>er</sup> janvier 2021, pour un emplacement standard d'une dimension approximative de trois mètres sur deux, une redevance de :

1. 12,00€ par jour lorsque la redevance est acquittée en avance (TAUX 8) ;
2. 15,00€ par jour lorsque la redevance est acquittée le jour de la brocante (TAUX 9) ;
3. 5,00€ par jour lorsqu'il s'agit d'un participant riverain (TAUX 10).

#### **Article 3**

Tout commerçant ambulant souhaitant exercer son activité sur le territoire de la commune en dehors de l'aire et des périodes de marchés régulièrement organisés par l'administration, se verra réclamer une redevance au 1<sup>er</sup> janvier 2021, de :

a) s'il utilise un véhicule automobile ou une remorque aménagée en étal de ventes pouvant être tractée par un tel véhicule:

1. 30,17€ par jour (TAUX 11) ;
2. 113,92€ par semaine (TAUX 12) ;
3. 380,37€ par mois (TAUX 13) ;
4. 1.522,73€ par an (TAUX 14).

En tout état de cause, un montant minimal de 75,95€ sera perçu afin de couvrir les frais administratifs (TAUX 15).

b) s'il utilise tout autre moyen de transport, ou s'il se déplace à pied, :

Les taux 11 à 14 seront diminués de moitié, étant entendu que la redevance minimale reste fixée à 75,95€ (TAUX 15).

Ces taux seront majorés au 1er janvier de l'année suivante de 2%, conformément au tableau ci-dessous :

	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024
[Taux 11]	30,78 €	31,39 €	32,02 €
[Taux 12]	116,20 €	118,53 €	120,90 €
[Taux 13]	387,98 €	395,74 €	403,65 €
[Taux 14]	1.553,18 €	1.584,25 €	1.615,93 €
[Taux 15]	77,47 €	79,02 €	80,60 €

#### **Article 4**

Lors des foires, il est perçu à charge des forains une redevance pour l'occupation du domaine public. Le montant de la redevance est fixé, au 1<sup>er</sup> janvier 2021, à :

1. 39,95€ par mètre courant d'occupation au sol pour toute la durée de la manifestation lors de la foire du quartier (TAUX 16).

2. 78,55€ par mètre courant d'occupation au sol pour toute la durée de la manifestation lors de la foire annuelle (TAUX 17).

Tout industriel forain autorisé à exploiter son métier sur la voie publique en dehors des dates de foire fixées par le Collège des Bourgmestre et Echevins sera soumis à une redevance fixée à :

1. 45,36€ par jour d'exploitation (TAUX 18)
2. 152,11€ par semaine d'exploitation (TAUX 19) ;
3. 456,53€ par mois d'exploitation (TAUX 20) ;
4. 1.827,46€ par année d'exploitation (TAUX 21).

En tout état de cause, un montant minimum de 75,95€ sera perçu afin de couvrir les frais administratifs (TAUX 22).

Ces taux seront majorés au 1er janvier de l'année suivante de 2%, conformément au tableau ci-dessous :

	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024
[Taux 16]	40,75 €	41,57 €	42,40 €
[Taux 17]	80,12 €	81,72 €	83,36 €
[Taux 18]	46,27 €	47,19 €	48,14 €
[Taux 19]	155,15 €	158,25 €	161,42 €
[Taux 20]	465,66 €	474,97 €	484,47 €
[Taux 21]	1.864,01 €	1.901,29 €	1.939,32 €
[Taux 22]	77,47 €	79,02 €	80,60 €

#### **Article 5**

A moins qu'un autre règlement ou une convention n'en dispose autrement, les frais éventuels de raccordement et de consommation d'eau, de gaz et/ou d'électricité seront directement mis à la charge des forains qui prendront également en charge les formalités nécessaires aux raccordements.

#### **Article 6**

Tout commerçant ambulant en dehors des marchés ou forain ne sera autorisé à exercer son activité sur le territoire de la commune qu'après avoir obtenu une autorisation écrite délivrée par les autorités compétentes et après avoir acquitté la redevance prévue auprès du service de la Recette communale.

#### **Article 7**

Les redevances sont acquittées soit par virement sur les comptes communaux communiqués, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, ou par paiement électronique. La communication structurée doit être impérativement mentionnée lors du paiement.

#### **RECOUVREMENT AMIABLE**

##### **Article 8**

A l'exception des redevances perçues immédiatement et sans préjudice de leurs dispositions particulières, les redevances visées par les articles 1 et 3 à 5 sont payables dans les 10 jours calendrier à partir de la date d'envoi.

##### **Article 9**

A défaut de paiement intégral de la facture dans le délai imparti, un premier rappel gratuit est adressé au redevable qui dispose d'un délai de 5 jours calendrier à partir de la date d'envoi pour effectuer le paiement.

##### **Article 10**

A défaut de paiement à l'échéance du rappel, une mise en demeure est adressée par recommandé au redevable dont les frais postaux sont à sa charge. Le redevable dispose d'un délai de 5 jours calendrier à partir de la date d'envoi pour effectuer le paiement.

#### **RECOUVREMENT FORCÉ**

##### **Article 11**

En cas de non-paiement à l'issue de la procédure de recouvrement amiable et pour autant qu'aucune réclamation amiable ne soit pendante, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal sur base d'une contrainte non-fiscale visée et rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Conformément aux dispositions de l'article 1024 du Code judiciaire, les frais de cette procédure sont entièrement à charge du redevable.

Dans l'éventualité où une contrainte non-fiscale ne peut pas être délivrée, le redevable est cité en justice dans les formes et délais prévus par les Codes civil et judiciaire.

##### **Article 12**

Sans préjudice des dispositions réglementaires en matière de recouvrement (amiable ou forcé) prescrites par le présent règlement, en cas de non-paiement de la redevance dans les délais requis, le redevable s'expose aux mesures de suspension ou de retrait d'abonnement reprises dans le règlement relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes sur les marchés publics

#### **RÉCLAMATION EN PHASE AMIABLE**

##### **Article 13**

Une réclamation peut être introduite auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la facture ou de la date mentionnée sur la preuve de paiement en cas de perception immédiate.

Elle doit être introduite par courrier postal recommandé à adresser au Service Contentieux Administratif, Place Colignon 1 à 1030 Schaerbeek.

La réclamation doit être, en outre, sous peine de nullité, datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionner:

- les noms, qualité, adresse ou siège social du redevable à charge duquel la redevance est établie;
- les références de la redevance;

- l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

A l'échéance du délai de réclamation la redevance est considérée comme définitive et certaine.

**Article 14**

La décision sur la réclamation est envoyée au redevable dans les 3 mois de la réception de la réclamation et n'est pas susceptible de recours.

En cas de rejet de la réclamation, la redevance contestée est considérée comme exigible, définitive et certaine après le délai de 3 jours à compter à partir de la date d'envoi de la décision.

**Article 15**

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à l'envoi de la décision au redevable, la délivrance d'une contrainte est proscrite et les éventuelles procédures judiciaires de recouvrement sont suspendues.

**RECOURS CONTRE LA PROCÉDURE DE RECOUVREMENT FORCÉ PAR CONTRAINTE NON-FISCALE**

**Article 16**

Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus à l'article 137bis de la Nouvelle loi communale, à savoir dans le mois de la signification de la contrainte par requête ou par citation.

En cas de recours, le Receveur communal invite l'huissier de justice à suspendre la procédure jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit rendue.

**Article 17**

Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 25 mars 2020.

**Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 16 décembre 2020.**

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK**Vergadering van 16 december 2020****Voorwerp nr 14** van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksal, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, HH. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mevr. Sophie Querton, Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, HH. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mevr. Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, H. Youssef Hammouti, Mevr. Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Mamadou Bah, Gemeenteraadsleden; H. Kevin LIKAJ, Gemeenteraadslid; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: HH. Taoufik Ben addi, Elyass EL YAKOUBI, Gemeenteraadsleden.

**#Objet : Retributiereglement op markten, rommelmarkten, kermissen, braderijen en andere ambulante activiteiten - Aanslagjaren 2021 tot 2024 – Wijziging - Goedkeuring #**

## DE GEMEENTERAAD

*Besloten, met 31 stem(men) tegen 7 en 7 onthouding(en).*

Gelet op de Grondwet, in het bijzonder de artikelen 41, 162 en 173;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder de artikelen 117 tot 137bis;

Gelet het gemeentereglement voor de uitoefening en organisatie van ambulante activiteiten op de openbare markten aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 25 januari 2017;

Gezien het raadsbesluit van 25 maart 2020 stemmend het retributiereglement op markten, rommelmarkten, kermissen, braderijen en andere ambulante activiteiten voor een termijn vervallend op 31 december 2024;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, welke de gemeenten verplicht een begroting in evenwicht te realiseren;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, - veiligheid en - netheid te waarborgen;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat de financiële lasten die inherent zijn aan deze activiteiten - waaronder die met betrekking tot het administratieve beheer, de controle op de toepassing van wet- en regelgeving en het reinigen van marktplaatsen vertegenwoordigen een aanzienlijke kost voor de gemeente;

Overwegende dat hiervoor de Schaarbeekse retributies min of meer gelijklopend hoeven te zijn met deze van toepassing in de andere gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met hetzelfde socio-economisch profiel; dat het aangewezen is dat het verschil bij de plaatsrechten op de wekelijkse markt geleidelijk aan wordt gereduceerd;

Overwegende dat de voorgaande reglementen bepaalden dat de eventuele elektriciteitskosten rechtstreeks ten laste worden gelegd van de leuwers of foorkramers, maar dit in de praktijk moeilijk te verwezenlijken is op de markten, is het vanzelfsprekend dat via een forfaitaire retributie naargelang de categorie van gebruiker, deze aanzienlijke kost voor de gemeente wordt teruggevorderd;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de vragers naar een dienst te betrekken tot de gegenereerde lasten;

Overwegende het feit om ter gelegenheid van een rommelmarkt, het op voorhand te betalen te bevorderen, is het passend om een voordeliger tarief toe te passen;

Overwegende de doelstelling om de buurtbewoner te betrekken bij het sociale en culturele leven, is het nodig om hen aantrekkelijke tarieven ter gelegenheid van een rommelmarkt aan te bieden;

Overwegende dat de bedragen van de retributies in verhouding zijn tot de kosten van de geleverde dienst;

Overwegende de website van de gemeente Schaarbeek die bedoeld is als informatie- en communicatiemiddel voor alle personen die persoonlijk of beroepsmatig belangstelling hebben voor de gemeentelijke diensten die worden aangeboden, daarom een Persoonlijke Ruimte heeft waarmee de burger een maximaal aantal formaliteiten online kan uitvoeren;

Gelet bovendien, op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2020 en het administratief dossier; Op het voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

**B E S L U I T :**

**Artikel 1**

Iedere leuwer welke de toelating heeft om een plaats te bezetten op een openbare bevoorradingsmarkt zal op 1 januari 2021 worden onderworpen aan een retributie vastgesteld op:

1. 58,77€ per strekkende meter en per kwartaal wanneer het een leuwer betreft met abonnement op een wekelijkse markt (**VOET1**). Deze retributie wordt elk kwartaal vooraf gefactureerd en moet uiterlijk één maand voor het begin van het betrokken kwartaal worden betaald.
2. 4,90€ per strekkende meter en per dag marktbezoek, wanneer het een leuwer betreft welke bij gelegenheid aan een wekelijkse of dagelijkse markt deelneemt (**VOET2**).

Deze aanslagvoeten zullen per 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 6%, volgens onderstaande tabel:

	Aanslagjaar 2022	Aanslagjaar 2023	Aanslagjaar 2024
[aanslagvoet 1]	62,29 €	66,03 €	69,99 €
[aanslagvoet 2]	5,19 €	5,50 €	5,83 €

Iedere leurder welke de toelating heeft om een plaats te bezetten ter gelegenheid van een jaarlijkse markt zal worden onderworpen aan een retributie vastgesteld op:

1. 7,28€ per strekkende meter (VOET 3).

De leurder die gebruik maakt van de gemeentelijke infrastructuur betreffende de elektriciteit zal op 1 januari 2021 onderworpen worden aan een forfaitaire retributie van:

1. 24,97 € per kwartaal en per markt voor de kleine verbruikers (verlichting, weegschaal, ...), wanneer het een leurder betreft met abonnement op een wekelijkse markt (VOET 4) op voorhand betaald op het moment van de kwartaalfacturatie;
2. 49,94 € per kwartaal en per markt voor de grote verbruikers (koeltoonbank, koelkast, elektrische grill,...), wanneer het een leurder betreft met abonnement op een wekelijkse markt (VOET 5) op voorhand betaald op het moment van de kwartaalfacturatie;
3. 2,08 € per dag en per markt voor de kleine verbruikers (verlichting, weegschaal,...), wanneer het een leurder betreft welke bij gelegenheid aan een wekelijkse of dagelijkse of jaarmarkt deelneemt (VOET 6);
4. 4,16 € per dag en per markt voor de grote verbruikers (koeltoonbank, koelkast, elektrische grill,...), wanneer het een leurder betreft welke bij gelegenheid aan een wekelijkse of dagelijkse of jaarmarkt deelneemt (VOET 7)

Deze aanslagvoeten zullen per 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2%, volgens onderstaande tabel:

	Aanslagjaar 2022	Aanslagjaar 2023	Aanslagjaar 2024
[aanslagvoet 3]	7,43 €	7,58 €	7,73 €
[aanslagvoet 4]	25,47 €	25,98 €	26,50 €
[aanslagvoet 5]	50,94 €	51,96 €	53,00 €
[aanslagvoet 6]	2,12 €	2,16 €	2,21 €
[aanslagvoet 7]	4,24 €	4,33 €	4,42 €

De retributies vermeld in aanslagvoeten 2, 3, 6 en 7 zijn te voldoen per elektronische betaling, op moment van toewijzing van de standplaats.

#### **Artikel 2**

Iedere particulier welke aan een rommelmarkt deelneemt, d.w.z een gelegenheidsverkoop van goederen welke deel uitmaken van zijn patrimonium, zal op 1 januari 2021, voor een standaardplaats van een benaderende oppervlakte van drie meter op twee, een retributie worden gevraagd, vastgesteld op

1. 12,00€ per dag wanneer de retributie op voorhand werd vereffend (VOET 8) ;
2. 15,00€ per dag wanneer de retributie op de dag van de rommelmarkt wordt vereffend (VOET 9) ;
3. 5,00€ per dag wanneer de deelnemer een plaatselijke bewoner is (VOET 10).

#### **Artikel 3**

Iedere leurder welke verlangt zijn activiteit op het grondgebied van de gemeente uit te oefenen buiten de zone en de periodes van de regelmatig door de administratie ingerichte markten, zal op 1 januari 2021, een retributie worden gevraagd van:

a) wanneer hij gebruik maakt van een autovoertuig of een aanhangwagen welke is ingericht als uitstalkraam welke door zo een voertuig kan worden getrokken

1. 30,17€ per dag (VOET 11);
2. 113,92€ per week (VOET 12);
3. 380,37€ per maand (VOET 13);
4. 1.522,73€ per jaar (VOET 14);

In ieder geval zal een minimaal bedrag van 75,95€ worden geïnd om de administratieve kosten te dekken (VOET 15).

b) wanneer een andere vervoermiddel wordt gebruikt, of wanneer hij zich te voet verplaatst:

De aanslagvoeten 11 tot 14 worden met de helft verminderd, in acht genomen dat de minimale vergoeding behouden blijft op 75,95€ (VOET 15).

Deze aanslagvoeten zullen per 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2%, volgens onderstaande tabel:

	Aanslagjaar 2022	Aanslagjaar 2023	Aanslagjaar 2024
[aanslagvoet 11]	30,78 €	31,39 €	32,02 €
[aanslagvoet 12]	116,20 €	118,53 €	120,90 €
[aanslagvoet 13]	387,98 €	395,74 €	403,65 €
[aanslagvoet 14]	1.553,18 €	1.584,25 €	1.615,93 €
[aanslagvoet 15]	77,47 €	79,02 €	80,60 €

#### **Artikel 4**

Ter gelegenheid van kermissen wordt er, ten laste van de foorreizigers, een retributie gevorderd voor de bezetting van het openbaar domein.

Het bedrag van de retributie wordt vastgesteld op 1 januari 2021, op:

1. 39,95€ per strekkende meter grondinneming, voor de hele duur van de manifestatie, tijdens de wijkkermis (VOET 16);
2. 78,55€ per strekkende meter grondinneming, voor de hele duur van de manifestatie, tijdens de jaarlijkse kermis (VOET 17);

Iedere foorkramer welke de toelating heeft zijn ambacht uit te baten op de openbare weg buiten de data van de kermissen vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen, zal onderworpen worden aan de betaling van een vergoeding vastgesteld op:

1. 45,36€ per exploitatiedag (VOET 18);
2. 152,11€ per exploitatieweek (VOET 19);
3. 456,53€ per exploitatiemaand (VOET 20);
4. 1.827,46€ per exploitatiejaar (VOET 21).

In ieder geval zal een minimaal bedrag van 75,95€ worden gevraagd om de administratieve kosten te dekken (VOET 22).

Deze aanslagvoeten zullen per 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2%, volgens onderstaande tabel:

	Aanslagjaar 2022	Aanslagjaar 2023	Aanslagjaar 2024
[aanslagvoet 16]	40,75 €	41,57 €	42,40 €
[aanslagvoet 17]	80,12 €	81,72 €	83,36 €
[aanslagvoet 18]	46,27 €	47,19 €	48,14 €
[aanslagvoet 19]	155,15 €	158,25 €	161,42 €
[aanslagvoet 20]	465,66 €	474,97 €	484,47 €
[aanslagvoet 21]	1.864,01 €	1.901,29 €	1.939,32 €
[aanslagvoet 22]	77,47 €	79,02 €	80,60 €

#### **Artikel 5**

Tenzij een ander reglement of overeenkomst het anders bepaalt, zullen de eventuele aansluitingskosten en het waterverbruik rechtstreeks ten laste worden gelegd van de foorkramers die tevens de nodige formaliteiten tot aansluiting ten laste nemen.

#### **Artikel 6**

Iedere leurder buiten de wekelijkse markten of foorkramer zal slechts toegelaten worden zijn beroepsactiviteit op het grondgebied van de gemeente uit te oefenen na de schriftelijke toelating te hebben bekomen van de bevoegde instanties en de voorziene retributie te hebben voldaan aan de Gemeentekas.

#### **Artikel 7**

De retributies zijn betaalbaar hetzij per overschrijving op de gecommuniceerde rekeningnummers van de gemeente, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur, of elektronisch. De gestructureerde mededeling moet absoluut worden vermeld bij de betaling.

#### **MINNELIJKE INVORDERING**

#### **Artikel 8**

Met uitzondering van de onmiddellijk geïnde retributies en onverminderd hun specifieke bepalingen, zijn de in de artikelen 1 en 3 tot en met 5 bedoelde retributies verschuldigd binnen 10 kalenderdagen na de datum van verzending.

#### **Artikel 9**

Indien de factuur niet volledig binnen de gestelde termijn wordt betaald, wordt een eerste aanmaning gratis naar de schuldenaar gestuurd, die vanaf de datum van verzending een termijn van 5 kalenderdagen heeft om de betaling te verrichten.

#### **Artikel 10**

Indien de betaling niet op de vervalddag van de aanmaning is verricht, wordt de aanmaning per aangetekende brief naar de schuldenaar gestuurd, waarvan de portkosten voor rekening van de schuldenaar zijn. De schuldenaar heeft een termijn van 5 kalenderdagen vanaf de datum van verzending om de betaling uit te voeren.

#### **GEDWONGEN INVORDERING**

#### **Artikel 11**

In geval van niet-betaling op het einde van de minnelijke invorderingsprocedure en op voorwaarde dat er geen bezwaar hangende is, wordt de procedure ingeleid door een deurwaarder op verzoek van de Gemeenteontvanger op basis van een niet-fiscaal dwangbevel waarnaar wordt verwezen en die uitvoerbaar werd gemaakt door het College van Burgemeester en Schepenen.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 1024 van het Gerechtelijk Wetboek zijn de kosten van deze procedure volledig ten laste van de schuldenaar.

Indien er geen niet-fiscale schuldvordering kan worden afgeleverd, wordt de schuldenaar voor de rechter gedaagd in de vormen en binnen de termijnen die in het burgerlijk en gerechtelijk wetboek zijn vastgesteld.

#### **Artikel 12**

Onverminderd de door deze verordening voorgeschreven wettelijke bepalingen inzake invordering (in der minne of gedwongen), is de aansprakelijke persoon in geval van niet-betaling van de retributie binnen de vereiste termijnen aansprakelijk voor de maatregelen tot opschorting of intrekking van het abonnement die zijn vastgesteld in het reglement betreffende de uitoefening en organisatie van ambulante activiteiten op de openbare markten.

#### **BEZWAAR IN MINNELIJKE FASE**

#### **Artikel 13**

Een bezwaar kan worden ingediend bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Dit bezwaar moet, om geldig te zijn, worden ingediend binnen de drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de factuur of vanaf de datum vermeld op het betalingsbewijs in geval van onmiddellijke invordering.

Het moet ingediend worden per aangetekende brief aan de Dienst Bestuursgeschillen, Colignon 1, 1030 Schaarbeek.

Het bezwaar moet ook, op straffe van nietigheid, gedateerd en ondertekend worden door de eiser of zijn vertegenwoordiger en de

vermeldingen bevatten:

- de naam, de hoedanigheid, het adres of de maatschappelijke zetel van de persoon die de retributie moet betalen;
- de referenties van de retributie;
- het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen ter rechtvaardiging van het verzoek om verbetering of annulering van de retributie.

Na het verstrijken van de termijn voor het indienen van een bezwaar wordt de retributie geacht opeisbaar en definitief te zijn.

**Artikel 14**

De beslissing op het bezwaar wordt binnen drie maanden na ontvangst van het bezwaar aan de schuldenaar toegezonden en is niet vatbaar voor beroep.

Indien het bezwaar wordt afgewezen, wordt de betwiste retributie als opeisbaar, definitief en zeker beschouwd na de termijn van 3 dagen vanaf de datum van verzending van de beslissing.

**Artikel 15**

Gedurende de gehele procedure voor de behandeling van het bezwaar en totdat de beslissing aan de schuldenaar is toegezonden, is het niet toegestaan een dwangbevel uit te vaardigen en wordt elke gerechtelijke procedure tot invordering opgeschort.

**BEROEP TEGEN DE PROCEDURE VAN GEDWONGEN INVORDERING DOOR MIDDEL VAN NIET-FISCAAL DWANGBEVEL**

**Artikel 16**

De schuldenaar kan tegen het dwangbevel een rechtsmiddel instellen in de vorm en binnen de termijn die zijn vastgesteld in artikel 137bis van de nieuwe gemeente wet, d.w.z. binnen een maand na de betekening van het dwangbevel door middel van een verzoekschrift of een dagvaarding.

In geval van beroep nodigt de gemeenteontvanger de deurwaarder uit om de procedure op te schorten totdat een beslissing is genomen die van kracht wordt.

**Artikel 17**

Dit onderhavige reglement treedt in voege op 1 januari 2021 en vervangt het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad van 25 maart 2020.

**Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 16 december 2020.**

De Gemeentesecretaris,

David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitster,

Cécile JODOGNE